

Bruxelles, le 19 juillet 2023
(OR. en)

Dossier interinstitutionnel:
2023/0140(COD)

11787/23
ADD 2 REV 1

CODEC 1355
INDEF 38
COPS 391
POLMIL 199
IND 385
MAP 38
COMPET 753

NOTE POINT "I/A"

Origine:	Secrétariat général du Conseil
Destinataire:	Comité des représentants permanents/Conseil
Objet:	Projet de RÈGLEMENT DU PARLEMENT EUROPÉEN ET DU CONSEIL relatif au soutien à la production de munitions (ASAP) (première lecture) - Adoption de l'acte législatif = Déclarations

Déclaration de l'Autriche, de l'Irlande, du Luxembourg et de Malte

L'Autriche, l'Irlande, le Luxembourg et Malte sont préoccupés par le texte du considérant 35, selon lequel la Banque européenne d'investissement (BEI) devrait renforcer son soutien à l'industrie européenne de la défense et aux acquisitions conjointes, au-delà du soutien qu'elle apporte actuellement au double usage, lorsque de tels investissements serviraient clairement la mise en œuvre des priorités de la boussole stratégique. Nous ne serions pas favorable à ce que la Banque européenne d'investissement renforce son soutien au-delà du soutien qu'elle apporte actuellement au double usage.

Déclaration de la Belgique et de l'Estonie

La Belgique et l'Estonie se félicitent de l'initiative ambitieuse de la Commission visant à renforcer la production de munitions (en réponse au niveau 3 approuvé par le Conseil le 20 mars 2023) en vue d'accélérer les acquisitions conjointes et la livraison rapide à l'Ukraine.

Nous soutenons pleinement l'approche à deux niveaux (programmation et réglementation) proposée par la Commission dans le règlement relatif au soutien à la production de munitions (ASAP).

Nous devons nous employer à renforcer notre réactivité et notre capacité à soutenir l'Ukraine et, dans le même temps, nous estimons que nous devons saisir l'occasion qui s'offre à nous pour stimuler et renforcer la base industrielle et technologique de défense européenne (BITDE) afin de respecter les engagements que nous avons tous pris.

Cette proposition est essentielle pour accroître notre assistance militaire à l'Ukraine et favoriser la collaboration en matière de développement des capacités et d'acquisitions, ce qui permettra d'améliorer l'efficacité et l'efficacite en augmentant les économies d'échelle, tout en renforçant la résilience et la sécurité d'approvisionnement de l'UE. Les mesures proposées dans la partie réglementaire afin de réduire les goulets d'étranglement, d'assurer une livraison rapide et de sécuriser l'approvisionnement ainsi que les composants critiques sont des éléments essentiels de cette approche.

Nous invitons donc la présidence espagnole à continuer de chercher des points de convergence sur une approche réglementaire en vue de futurs instruments.

Déclaration de la Grèce

La Grèce est attachée au double objectif consistant à fournir un soutien aux forces armées ukrainiennes et à renforcer les capacités de l'industrie européenne de la défense. Nous soutenons pleinement l'adoption et la mise en œuvre d'initiatives de l'UE destinées à bénéficier à la base industrielle et technologique de défense européenne et à renforcer la coopération des États membres en matière de défense.

La Grèce estime que toutes les initiatives de l'UE dans le domaine de la défense doivent rester pleinement compatibles avec les intérêts des États membres en matière de défense et de sécurité. Dans cet esprit, les instruments de politique industrielle traitant de la défense doivent respecter les exigences de la politique de sécurité et de défense commune et du titre V du traité sur l'Union européenne. Dans le cadre des initiatives en matière de défense, les préoccupations liées à la politique industrielle et aux marchés ne sauraient primer sur les principes de la politique de sécurité et de défense commune.

La Grèce rappelle que le règlement relatif au soutien à la production de munitions (ASAP) se réfère à un instrument à court terme visant à soutenir d'urgence la montée en puissance des capacités de production de munitions et de missiles par l'industrie de défense de l'UE, afin de combler les lacunes urgentes et critiques en matière de capacités de défense, dans des conditions et selon des critères spécifiques déterminés par des circonstances particulières, à savoir celles créées par la réponse à l'agression actuelle de la Russie, et ne crée en aucune manière un précédent quant à la proposition d'autres instruments dans le domaine des capacités de défense et à leurs conditions et critères d'application, y compris la définition des intérêts de l'Union et de ses États membres en matière de sécurité et de défense dans le cas d'entités contrôlées par un pays tiers non associé ou par une entité d'un pays tiers non associé.

Le plein respect du principe des relations de bon voisinage par les pays tiers demeure un facteur essentiel dans la détermination des intérêts de l'Union et de ses États membres en matière de sécurité et de défense.
